

## **LA PÉNURIE DE BEURRE ORGANISÉE PAR LES LOBBIES**

La production de lait en France a chuté de 3%, soit 700 000 tonnes de lait en moins entre 2015 et 2016. Cette baisse de production est enregistrée partout en Europe et en Nouvelle-Zélande premier pays exportateur au monde. Or, aujourd'hui nos paysans sont pénalisés quand ils produisent trop de matière grasse. Les beurres français qu'on trouve dans nos étals sont des beurres véritables et non de la matière grasse produite en Allemagne ou dans d'autres pays européens.

Pour mieux faire passer la pénurie, les médias argumentent faussement le retour en grâce de la consommation de beurre aux USA et la découverte des viennoiseries françaises en Chine. Argument léger et plus qu'insuffisant. Entre l'instauration des quotas laitiers en avril 1984 et leur suppression en avril 2015, le nombre d'exploitations laitières a chuté de 427 000 environ à 67 885 (- 84 %). Lors de cette dernière campagne sous le régime des quotas laitiers, le nombre d'exploitations détentrices d'un quota (livraison et / ou vente directe) a diminué de 3,8 % par rapport à 2013- 2014.

La forte demande en beurre et la baisse de production contribuent à faire grimper les prix à la consommation. En avril 2015 la tonne de beurre était négociée à 2 500 euros et en octobre 2017 à plus de 7 000 euros.

Mais là encore, cette loi de King n'explique pas tout et surtout pas une telle explosion des prix. La finance et ses actionnaires sont une fois de plus à la manœuvre et à la manipulation des marchés.

La pénurie est organisée et bien entretenue par les industriels secondés par les traders en produits laitiers mettant à profit les quelques mois restants avant les prochaines négociations annuelles sur les prix, afin de réaliser un maximum de profits.

Les industriels stockent et ainsi, provoquent la pénurie et en tirent profit avec l'envolée des prix, au détriment des producteurs et des consommateurs.

Notre indépendance alimentaire doit être protégée par ceux qui ont la responsabilité des affaires de notre pays, garantir à nos paysans un prix rémunérateur à 475€/1000 l. On pourrait éviter cette pseudo-pénurie et cette augmentation du prix du beurre aux consommateurs.

Le MODEF y veillera et affirmera l'urgence d'un combat en y associant les consommateurs.

Le 24 octobre 2017  
**Président du MODEF National,**  
**Jean MOUZAT**  
☎ 06 80 40 90 67